

Délibération n° 2019-003-032 du 13 mars 2019

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13 et L. 6332-14,

Vu le décret n°2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 13 mars 2019,

Décide :

Exposé des Motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prendront financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France Compétences doit émettre des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle relevant de leur périmètre pour le 1er février 2019 (transmission aux OPCO au plus tard le 1er février 2019).

L'OPCO de la branche de la miroiterie a transmis à France compétences, au cours du mois de février, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la miroiterie, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage qui seront signés à compter du 1er janvier 2020, excepté les contrats d'apprentissage signés hors convention régionale qui seront pris en charge par l'OPCO à partir de 2019.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE branche miroiterie dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 13 mars 2019

Le Président du conseil d'administration,
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

Recommandations de France compétences à la Branche de la miroiterie

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE branche miroiterie pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1499

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNE Branche Miroiterie	17025005	INGENIEUR DIPLOME DE L'ECOLE D'INGENIEURS EN GENIE DES SYSTEMES INDUSTRIELS	10000	8000	7339	9750
CPNE Branche Miroiterie	25020026	MECANIQUE SPE METIERS DE LA CONCEPTION ET DE LA FABRICATION (LP PARIS 13)	4000	7000	5410	10150
CPNE Branche Miroiterie	25020083	MAINTENANCE ET TECHNOLOGIE : ORGANISATION DE LA MAINTENANCE (LP MONTPELLIER)	4000	7900	5500	10456
CPNE Branche Miroiterie	25022738	GESTION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ENERGETIQUES (LP TOULOUSE 3)	4000	7500	5250	8152
CPNE Branche Miroiterie	32025007	MAINTENANCE DES SYSTEMES OPTION A SYSTEMES DE PRODUCTION (BTS)	9000	10500	9374	10815
CPNE Branche Miroiterie	32031407	ASSISTANT DE GESTION DE PME PMI A REFERENTIEL COMMUN EUROPEEN (BTS)	4000	7000	6790	8181
CPNE Branche Miroiterie	32031408	COMPTABILITE ET GESTION (BTS)	4000	7500	7112	8400
CPNE Branche Miroiterie	32032408	ASSISTANT DE MANAGER (BTS)	4000	7142	6502	8227



Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNE Branche Miroiterie	35025506	GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE GEII (DUT)	8000	9450	8073	10725
CPNE Branche Miroiterie	35031004	GESTION ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE DES ORGANISATIONS (DUT)	4000	7500	6691	7753
CPNE Branche Miroiterie	35031201	TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION (DUT)	7000	7975	7445	8381
CPNE Branche Miroiterie	35032002	METIERS DU MULTIMEDIA ET DE L'INTERNET (DUT)	8000	6760	5925	6963
CPNE Branche Miroiterie	40030001	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	4000	6000	5820	6879
CPNE Branche Miroiterie	45023408	MENUISIER (BP)	6000	6500	6290	7547
CPNE Branche Miroiterie	45025411	METALLIER (BP)	6000	7122	6179	8325
CPNE Branche Miroiterie	50031117	CONDUCTEUR ROUTIER "MARCHANDISES" (CAP)	4000	13000	8000	13390
CPNE Branche Miroiterie	50031122	OPERATEUR/OPERATRICE LOGISTIQUE (CAP)	6000	8500	8198	8755
CPNE Branche Miroiterie	1702000A	INGENIEUR DIPLOME DU CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES INDUSTRIELLES	10000	8484	8229	9352

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés